

Le traçage des citoyens va monter en puissance !

écrit par Pikachu | 9 mai 2023

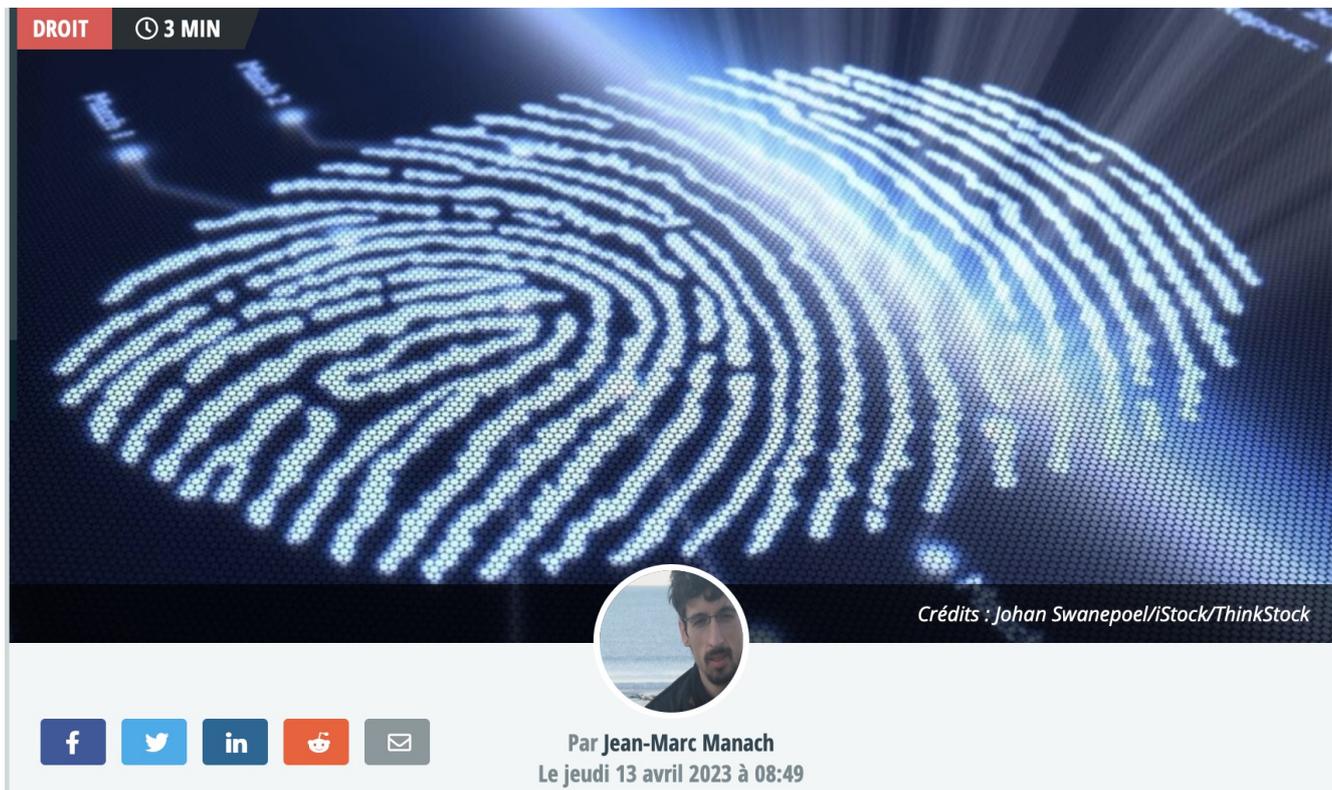


DROIT ⌚ 3 MIN

Crédits : Johan Swanepoel/iStock/ThinkStock

Par Jean-Marc Manach
Le jeudi 13 avril 2023 à 08:49

f t in r e



L'Intérieur compte acquérir 7 000 capteurs nomades de contrôles biométriques, pour 21 millions d'euros

Le ministère de l'Intérieur profite du renouvellement de son marché de capteurs d'empreintes digitales et de lecteurs de documents d'identité pour investir 1,6 million d'euros dans des « *solutions de prises d'images faciales* », plus 21 millions de « *capteurs nomades d'empreintes digitales doigts et palmaires* ».

Le ministère de l'Intérieur vient de lancer un [appel d'offres](#) estimé à 27 millions d'euros (hors taxes) de « *capteurs, lecteurs et prise d'images faciales* », dont 21 millions de « *capteurs nomades d'empreintes digitales doigts et palmaires* », et 1,6 million de « *fourniture de solutions de prises d'images faciales* ».

Le règlement de consultation précise cela dit que si le projet d'accord-cadre « *est conclu sans montant minimum* », le « *montant maximum* » des différents lots est, quant à lui,

fixé à un total de 56,35 millions d'euros.

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum pour chaque lot pour toute la durée maximum de l'accord-cadre :

Lot n°1	fourniture de capteurs d'empreintes digitales mono-doigt et prestations associées	150 000€ HT soit 180 000€ TTC
Lot n°2	fourniture de capteurs d'empreintes digitales multi-doigts et prestations associées	4 500 000 € HT € soit 5 400 000 € TTC
Lot n°3	fourniture de capteurs nomades d'empreintes digitales doigts et palmaires et prestations associées	42 500 000 € HT soit 51 000 000 € TTC,
Lot n°4	fourniture de lecteurs de documents standards, de scanner à plat et prestations associées	700 000€ H.T soit 840 000 € TTC,
Lot n°5	fourniture de lecteurs de documents d'identité sécurisée, de séjour et de voyage et prestations associées	5 000 000 € HT soit 6 000 000€ TTC
Lot n°6	fourniture de solutions de prises d'images faciales	3 500 000 € HT soit 4 200 000€ TTC

I.4.8 Montants sur la durée maximum de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de :

- Lot 1 : 150 000€ H.T soit 180 000€ TTC,
- Lot 2 : 4 500 000 € H.T € soit 5 400 000 € TTC,
- Lot 3 : 42 500 000 € H.T soit 51 000 000 € TTC,
- Lot 4 : 700 000 € HT soit 840 000€ TTC,
- Lot 5 : 5 000 000 € H.T € HT soit 6 000 000 € TTC,
- Lot 6 : 3 500 000 € H.T soit 4 200 000€ TTC.

I.4.9 Montants estimés de l'accord-cadre

La valeur estimative de la dépense globale sur la durée totale de l'accord-cadre s'élève à :

- Lot 1 : 45 000 € HT soit 54 000 € TTC,
- Lot 2 : 2 006 870 € HT soit 2 408 244 € TTC,
- Lot 3 : 21 022 255,80€ HT soit 25 226 706 € TTC,
- Lot 4 : 241 140 € HT soit 289 368 € TTC,
- Lot 5 : 2 338 350 € HT € soit 2 806 020 € TTC,
- Lot 6 : 1 638 800€ HT soit 1 966 560 € TTC.

Ces montants n'ont aucune valeur contractuelle.

Le Cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**, expression officielle désignant le cahier des charges), précise qu'il s'agit du renouvellement d'un précédent marché, initialement **estimé** à 2,27 millions d'euros, et qui

avait été [attribué](#) en 2019, pour 1,42 million d'euros, à [Gemalto](#) (ex-Gemplus, depuis racheté par Thales pour 4,8 milliards d'euros).

- [Le CCTP de l'ACIM \(accord-cadre interministériel\) Capteurs, lecteurs et prise d'images faciales](#)

À l'époque, le ministère de l'Intérieur n'avait pas cherché à acquérir de « *solutions de prises d'images faciales* ». Le CCTP précise que « *l'évolution de la réglementation européenne* » le conduit cette année à intégrer, « *notamment* », l'acquisition de ce type de « *solutions* » dans cette nouvelle consultation.

De plus, le lot n°3 de fourniture de « *capteurs d'empreintes digitales multi-doigts « sans contact* » », qui avait alors été estimé à 60 000 euros seulement, n'avait finalement pas été attribué. Son équivalent « *avec contact* », estimé dans le nouveau marché à 21 millions, semble correspondre à la solution *visant à permettre des contrôles biométriques « en bord de route »* dont nous avons révélé le projet en mars 2021.

- [Vers des contrôles biométriques « en bord de route »](#)

Nous y relevons que le ministère venait de lancer une demande d'informations (DI, ou RFI en anglais), adressée « *aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché de la biométrie qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne* », *afin de l'aider à identifier comment doter ses agents de nouvelles « solutions de capteurs biométriques » mobiles, « de préférence via un smartphone/tablette, voire à partir de l'appareil photo d'un smartphone/tablette »*.

Évoquant le recours à la biométrie en mobilité en matière de contrôle « *en bord de route* », les députés Didier Paris et Pierre Morel-L'Huissier déploraient en effet en 2018, dans leur [rapport d'information](#) sur les fichiers mis à la

disposition des forces de sécurité, que « si les applications *Néo/Néogend* [utilisées, respectivement, par la police et la gendarmerie, ndlr] **permettent la consultation des fichiers de police à partir de données alphanumériques (nom, prénom, date, lieu de naissance), elles ne permettent pas encore en revanche le contrôle à partir de la biométrie** ».

En 2021, le ministère de l'Intérieur cherchait donc à « identifier des solutions techniques (équipements/logiciels) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain », en prévision d'un futur marché public, qui devait être lancé en mars 2022.

Ce dernier aura donc mis un an de plus à être préparé, et estime à 21 millions d'euros le coût des 7 000 capteurs nomades de contrôles biométriques « en bord de route » que le ministère compte acquérir, soit 3 000 euros le terminal.

Une dizaine de fichiers, des dizaines de millions d'empreintes

74 % de ce contenu restent à découvrir

Seuls nos abonnés peuvent lire l'intégralité de cet article, l'abonnement finance le travail de notre équipe de journalistes

<https://www.nextinpact.com/article/71444/linterieur-compte-acquerir-7-000-capteurs-nomades-contrôles-biometriques-pour-21-millions-deuros>